



HAL
open science

La France du Nord : Le Nord-Pas de Calais

Yves Le Maner

► **To cite this version:**

Yves Le Maner. La France du Nord : Le Nord-Pas de Calais. Philippe Buton; Jean-Marie Guillon. Les pouvoirs en France à la Libération, Belin, 1994, 978-2701116099. halshs-04338915

HAL Id: halshs-04338915

<https://shs.hal.science/halshs-04338915>

Submitted on 12 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

C'est en tant que « front » essentiel de la « bataille de la production » que la région Nord-Pas-de-Calais figure dans les communiqués de guerre économique du Gouvernement provisoire de la IV^e République naissante. Le redressement de la production charbonnière conditionnait en effet, pour une part capitale, le redémarrage de l'économie française dans son ensemble. Mais l'enjeu était plus large encore : le principe de la nationalisation des charbonnages, acquis dès avant la Libération, posait la question de l'encadrement social, syndical et politique de 200 000 « gueule noires » qui formaient les gros bataillons de la corporation la plus porteuse de symboles au sein de la classe ouvrière. L'identification traditionnelle entre le Nord et le bassin minier se trouva encore renforcée et des pans entiers de la société régionale furent relégués à l'arrière-plan : communautés rurales fortement structurées par un syndicalisme agricole vivace et massivement rallié à Vichy, populations des villes portuaires broyées par les faits militaires, ouvriers du textile et métallos qui étaient loin de bénéficier du même prestige que les « *premiers ouvriers de France* ». Fondamentalement, il s'agissait donc de s'emparer du pouvoir politique dans le bassin minier : contrôler les mairies, les syndicats, la nébuleuse des coopératives et des associations ouvrières...

Aussi, dès 1943, alors que l'échéance de la Libération semblait proche, les grandes familles idéologiques de la résistance nordiste se préparèrent-elles à la conquête d'une société ouvrière qui attendait avec impatience la fin de l'Occupation et, en même temps, la sortie de treize années de crise sociale. Le premier affrontement qui se dessinait était un nouvel épisode du combat des « parties frères », frères ennemis, socialistes et communistes. La lutte avait une portée nationale puisqu'on trouvait, à la veille de la guerre, dans la région, deux des trois plus fortes fédérations socialistes de France, deux des trois plus puissantes régions communistes, deux des trois plus importantes unions départementales de la Confédération Générale du Travail (CGT). À ce vieux ménage à trois – socialistes, communistes, cégétistes – la Résistance avait ajouté un nouveau partenaire qui, lui aussi, s'intéressait à la classe ouvrière nordiste : une démocratie chrétienne à base populaire, appuyée sur un syndicalisme CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) désormais solide et débarrassé de certains de ses complexes : un mouvement neuf qui proposait une nouvelle voie d'entrée des catholiques dans le champ politique.

Après avoir cerné les espoirs et les calculs arrêtés à la fin de 1943 et dressé le rapport des forces au lendemain d'une Libération-éclair, nous nous attacherons à rechercher les causes d'un basculement rapide qui, dans le Nord-Pas-de-Calais mena le Parti Communiste Français (PCF) de la conquête à la défensive, le Mouvement Républicain Populaire (MRP) de la novation à la normalisation, la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) de la morbidité à la résurrection. Parallèlement à la restitution des prises de positions externes des trois grandes formations, l'analyse s'efforcera de déchiffrer les débats et les déchirements internes grâce à l'accès désormais possible à de nouvelles archives (rapports du Bureau central de

renseignements et d'action (BCRA), papiers du délégué régional à l'information, archives diocésaines de Lille) et à la publication des mémoires d'importants acteurs de la Libération dans les deux départements nordistes (Francis-Louis Closou, Auguste Lecteur, Roger Pannequin).

Espoirs et psychoses d'avant les jours radieux

L'analyse de la presse clandestine du Nord-Pas-de-Calais dans les mois qui précèdent la Libération permet de constater que l'ardeur réformatrice commune aux trois grandes familles idéologiques ne suffisait pas à masquer d'importantes divergences de fond en ce qui concernait, principalement, le bassin minier. S'il y avait accord pour dénoncer la faillite des classes dirigeantes régionales (patronat, administration, épiscopat) et pour réclamer une épuration rigoureuse nécessaire à un redressement moral, on discernait un clivage majeur entre, d'une part, les communistes, partisans d'une confiscation révolutionnaire des mines avec contrôle ouvrier, et, d'autre part, les socialistes et les démocrates-chrétiens – favorables à une nationalisation, mais hostiles à une « soviétisation » des houillères.

Il est paradoxal de souligner, si l'on se souvient des controverses qui firent rage jusqu'au milieu des années 1970, que la vision des communistes nordistes était, de loin, la plus claire et la plus facile à résumer. Tout d'abord, – et contrairement à la situation qui prévalait chez les socialistes et les démocrates-chrétiens – l'analyse reprenait strictement celle que développait le parti au niveau national ; en effet, dès la fin 1941, les directions clandestines des deux départements septentrionaux avaient perdu la relative autonomie idéologique dont elles bénéficiaient depuis l'invasion. On retrouve donc dans la presse communiste à large diffusion (comme *L'Enchaîné*) mais aussi dans *La Vie du Parti*, destiné aux cadres, l'image d'une libération gigogne où la libération sociale naîtrait de la libération nationale. Les communistes reprenaient à leur compte l'intégralité du programme du Conseil National de la Résistance (CNR), présenté comme un approfondissement de l'œuvre du Front Populaire. En outre, ils exprimaient clairement le choix de la voie légale pour un éventuel accès au pouvoir, ce qui entraînait un souci évident d'adaptation à une base sociale plus large, celle des nouveaux adhérents venus au parti sur un réflexe essentiellement patriotique, par le biais du Front National (FN).

Toutefois, la confrontation de la presse clandestine imprimée et des nombreuses petites feuilles ronéotypées éditées dans le bassin minier fait apparaître des différences qui ne sont pas seulement sémantiques. Alors que l'appareil régional et interrégional – désormais repris en main par de vieux « briscards » bolchévisés du PCF d'avant 1936 – savait clairement ce qui serait possible et ce que ne le serait pas et s'efforçait d'appliquer à la lettre la ligne définie par la direction nationale, on trouvait, au FN et chez les Francs-Tireurs patriotes (FTP), nombre de jeunes cadres – souvent issus des classes moyennes intellectuelles et notamment des instituteurs – dépourvus de toute formation idéologique, qui se montraient hostiles au légalisme prôné par le parti. Ces nouveaux venus qui, pour les militants chevronnés, représentaient un danger « déviationniste » potentiel, rêvaient éveillés d'une « France

libérée et communiste » tout de suite communiste, comme l'exprime si bien Roger Pannequin. Ce sont eux qui attendaient avec impatience l'heure d'une épuration morale parce que sanglante – ou sanglante parce que morale... – qui frapperait les collaborateurs avérés mais, aussi, des policiers, des magistrats, et des notables municipaux et syndicaux socialistes, compromis par le chartisme, par une « gestion du malheur » ambiguë, ou même, simplement par l'attentisme. Or, les tâches essentielles à accomplir à la Libération, telles qu'elles avaient été définies par la direction nationale, se révélaient beaucoup plus concrètes : il s'agissait de prendre la direction des syndicats de mineurs (Pas-de-Calais, Nord, Anzin) tenus par des militants socialistes ralliés à Vichy et de s'emparer des grandes municipalités ouvrières et du réseau associatif qui les entourait (coopératives, clubs sportifs, fanfares, sociétés colombophiles, etc.) En un mot, l'objectif était de marginaliser la SFIO dans le bassin minier afin de disposer du contrôle politique et syndical des masses, en prélude à la nationalisation.

Face à cette dynamique conquérante du PCF, la SFIO nordiste ne pouvait opposer, à la veille de la Libération, qu'une stratégie défensive. Il n'est pas exagéré de parler de véritable psychose chez les dirigeants socialistes du bassin minier, dès la fin 1941, alors que se multipliaient les attentats contre les leaders chartistes (Priem, Legay, Rossy, etc.) et que les maires restés en place faisaient l'objet de multiples menaces. Après un relâchement relatif en 1943, la pression s'intensifia dans les premiers mois de 1944 avec la mise en circulation d'imposantes listes noires dans le bassin minier où figuraient, côte à côte, officiers de gendarmerie, commissaires de police, élus socialistes, ingénieurs, interprètes polonais. La psychose avait également contaminé les cadres de haut rang du parti socialiste clandestin, si l'on se fie à certains rapports apocalyptiques qui parvenaient au BCRA à Londres. Ces documents, vraisemblablement rédigés par Just Évrard, décrivaient un bassin minier en situation prérévolutionnaire, quadrillé par une véritable armée de FTP, lourdement équipée... Faut-il y voir une panique réelle ou une habile tactique visant à agiter l'épouvantail communiste pour mieux bénéficier du soutien gaulliste ? Toujours est-il qu'Augustin Laurent et Daniel Mayer lors de leur rencontre à l'automne 1943, avec le futur commissaire de la République dans le Nord, F.-L. Closon, brossèrent un sombre tableau et demandèrent au général de Gaulle de se montrer plus ferme envers les communistes. On constatait aussi, au sein des Comités Départementaux de Libération (CDL) clandestins la formation d'un véritable front commun socialo-gaulliste qui s'opposa sans cesse aux communistes dans les mois qui précédèrent la Libération, à propos des partages d'armes, de la nature de l'insurrection. Même si elle cherchait à masquer sa fragilité en se montrant verbalement aussi épuratrice que les communistes – y compris envers ses propres notables brûlés par le maréchalisme – la SFIO nordiste avait bien conscience de son repli à la veille de la Libération (perte du syndicat des mineurs, vacances de nombreuses mairies au profit du PCF) et le principal objectif, pour elle, consistait à limiter son recul sur sa gauche, d'autant que se profilait, sur sa droite, un autre concurrent, inattendu.

Ce fut en effet dans les premières semaines de 1944 que naquit, dans l'agglomération lilloise, un groupe structuré de « Résistants d'inspiration chrétienne » (RIC), une sorte de brouillon régional du Mouvement Républicain Populaire (MRP). Il s'agissait de la fusion, à partir

de l'engagement résistant, de différents courants du catholicisme social nordiste d'avant-guerre : militants du Parti Démocrate Populaire (PDP), de l'Association Catholique de la Jeunesse Française (ACJF) (comme Jean Catrice), de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et, surtout, de syndicalistes de la CFTC comme Catoire, Sauty, Delaby. Le mouvement disposait, d'emblée, de réelles assises populaires avec des petits employés, des ouvriers du textile, des mineurs. Quant aux cadres du jeune mouvement, il s'agissait de militants résolument laïcs, brutalement émancipés vis-à-vis d'un épiscopat régional (le cardinal Liénart, Mgr Dutoit, Mgr Chollet) qui avait systématiquement approuvé les choix politiques les plus extrêmes de Vichy. Mgr Dutoit étant cependant le seul à commettre l'imprudence de le clamer bien fort et de manquer au devoir de réserve. Le programme du RIC, diffusé en février 1944, se voulait révolutionnaire, au sens étymologique : il appelait à une épuration sévère, souhaitait que le balai de l'histoire chasse les classes dirigeantes anciennes qui avaient failli, réclamait la justice sociale, soutenait fermement le programme de nationalisations et demandait une réforme en profondeur du fonctionnement social des entreprises...

Le caractère progressiste d'un tel programme, l'originalité d'un mouvement qui s'affirmait chrétien mais non clérical, ne pouvaient que heurter les milieux dirigeants du catholicisme nordiste, au moment où ceux-ci, effrayés par la montée en puissance du PCF clandestin, rejoignaient l'épiscopat dans un pétainisme musclé, à contre-temps. Jusqu'à l'été 1944, Mgr Liénart et son entourage continuèrent à réaffirmer la légitimité du pouvoir de Vichy en tenant de présenter le Maréchal comme un prisonnier à qui l'Allemand refusait la démission, comme un protecteur déchiré par les querelles sanglantes des Français. Dans une lettre aux curés, en juin, le cardinal demandait que l'on explique aux fidèles que l'on servirait mieux sa patrie par le pardon des injures et l'union qu'en épurant... Or, les desservants constataient l'attirance que l'engagement résistant suscitait au sein des mouvements de jeunesse catholique, alors que les jocistes refusaient massivement le STO.

À la veille de la Libération, les milieux catholiques dirigeants connurent une psychose similaire à celle que vécurent les dirigeants socialistes, à la différence près que, cette fois, le diable avait deux fourches au lieu d'une seule. La première, c'était bien sûr le communisme : coururent alors des bruits d'apocalypse, mêlant les évocations de 1793, de 1917, de la guerre d'Espagne et présentant la prochaine libération comme un gigantesque bain de sang ; le sous-préfet de Douai notait, en avril 1944 : « *Les classes éclairées se demandent avec horreur ce qu'il adviendrait du pays si les Allemands venaient à partir...* » Quant à la deuxième fourche, il s'agissait des militants du RIC, ces chrétiens « rouges » qui refusaient d'obéir à leur hiérarchie. Certains dirigeants catholiques régionaux envisagèrent même, en dernier recours, une alliance entre « *l'enthousiasme juvénile* » (sic) du général de Gaulle et le « *droit et la sagesse* » représentés par le Maréchal... L'irruption du RIC et d'un futur parti démocrate-chrétien progressiste posait un sérieux problème de reclassement politique à droite – où la liquéfaction des partis conservateurs laissait un trou béant – d'autant que le pré-MRP nordiste ne correspondait en rien au profil rassurant et ultra-moderé de la démocratie-chrétienne en gestation dans l'Ouest français. Mais le nouveau venu gênait aussi beaucoup les socialistes. En effet, la participation active du RIC à la résistance régionale permettait à ses militants de poser

en termes nouveaux la question de la croyance et de l'incroyance au sein de la classe ouvrière. De plus, en s'opposant résolument au chartisme alors que les UD-CGT y sombraient, la CFTC nordiste avait obtenu, *de facto*, une reconnaissance de son caractère de véritable syndicat ouvrier. À terme, l'émergence du RIC dans le Nord-Pas-de-Calais aux côtés d'une SFIO blessée pouvait poser la question d'une évolution travailliste.

Les conditions de la Libération eurent dans le Nord-Pas-de-Calais, tous les caractères d'une divine surprise. Depuis près de deux ans, la population attendait avec un curieux mélange d'impatience et d'inquiétude, un débarquement allié sur les rivages du détroit. La peur s'était amplifiée au printemps 1944 avec la recrudescence des bombardements, l'évacuation, des habitants du littoral par les Allemands et, surtout, après le massacre d'Ascq en avril. Le débarquement en Normandie fut donc accueilli avec soulagement par une population qui s'était préparée à de terribles souffrances. Fin août, l'effondrement brutal des Allemands sur le front Ouest permit une libération ultra-rapide du Nord-Pas-de-Calais, acquise pour l'essentiel en cinq jours – entre le 1er et le 5 septembre – si l'on excepte les poches du littoral et, surtout le kyste dunkerquois. Cette libération fulgurante eut deux conséquences majeures pour les forces dominantes de la résistance nordiste : d'une part, elle rendit caduque la controverse entre les communistes et leurs partenaires à propos de la chronologie et de la nature de l'insurrection ; celle-ci se réduisit à une grève générale dans les mines entre le 21 août et le 7 septembre. D'autre part, la dévolution des pouvoirs se fit dans la foulée de la libération militaire : le 6 septembre arrivait à Lille un commissaire de la République de 34 ans, très énergique et peu suspect de philocomunisme, F.-L. Closon. Ce dernier imposa immédiatement le pouvoir de l'État et s'efforça de rétablir au plus vite l'ordre dans la région afin d'éviter toute explosion de violence et tout bain de sang. Déjà rassuré, le cardinal Liénart pouvait, lors du *Te Deum* célébré à Lille le 8 septembre, placer sur le même pied les soldats tués en 1940 et les martyrs de la Résistance... En quelques semaines, Closon parvint à cadencasser le problème de l'épuration : elle fut modérée, particulièrement limitée dans l'administration et la police et, surtout, dans le personnel d'encadrement des mines.

Un parti communiste dominateur

Dans les semaines qui suivirent la Libération, le PCF donnait, dans le Nord-Pas-de-Calais, une impression de force considérable : des adhésions massives – notamment de femmes et de jeunes – la prise de contrôle de tous les syndicats de mineurs de Béthune à Anzin et de l'UD du Pas-de-Calais, la gestion de plusieurs dizaines de communes ouvrières dans le bassin minier où les Comités Locaux de Libération (CLL), dominés par le FN avaient chassé les équipes municipales socialistes. Les communistes n'avaient enregistré qu'un seul échec, jugé provisoire : la direction de l'UD-CGT du Nord, moins compromise que celle du Pas-de-Calais avait réussi à conserver les rênes, avec l'appui des socialistes du CDL. Le PCF bénéficiait en outre d'une grande aisance financière : à l'argent des cotisations s'étaient ajoutés des fonds importants venus de Paris dans les premiers jours de septembre afin de développer la presse et la propagande. Le Parti était désormais en mesure de payer de nombreux permanents et

bénéficiait en outre du placement de plusieurs centaines de militants dans les mairies, dans les syndicats, aux postes de délégués-mineurs. L'édifice devait bientôt s'agrandir d'une pièce de choix, la Coopérative centrale du personnel des Mines du Nord et du Pas-de-Calais (CCPM), fondée le 1^{er} janvier 1945 pour prendre la suite d'un organisme mis en place par les compagnies à la suite de la grève des mineurs de 1941 et dissous du fait de la mise en œuvre de la nationalisation. Dès sa constitution, le conseil d'administration de la CCPM fut largement dominé par les communistes qui purent désigner la plupart des 300 employés et, surtout, gérer les puissantes caisses d'une entreprise qui, dès sa première année d'exercice, dépassa les deux milliards de chiffre d'affaires.

En apparence, le Parti donnait l'image d'un monolithe bien lisse : un réseau dense de cellules avait été mis en place, une stricte discipline interne régnait, le FN avait rapidement perdu toute autonomie ; cette évolution provoqua cependant quelques frictions au sein des CLL, quelques départs, quelques derniers sursauts d'indépendance, notamment lorsque la direction du FN nordiste tenta de structurer des « gardes civiques » en janvier 1945, malgré les consignes données par Thorez au niveau national. À tous les niveaux, les militants communistes faisaient preuve d'une activité débordante, jusqu'à l'usure physique et morale parfois. Or, parallèlement à l'action, il fallait assurer au plus vite la formation idéologique sommaire de la masse des nouveaux adhérents et même de la plupart des cadres issus de la Résistance, tel R. Pannequin qui ne savait toujours pas ce qu'était le Comité central du Parti, en septembre 1944 ! Plus fondamentalement, il s'agissait pour ces jeunes militants qui avaient assuré la résurrection du PCF clandestin, d'entreprendre une véritable reconversion mentale, afin de passer de l'aventure et de l'action à la gestion et au quotidien. C'est de ces hommes qu'allait dépendre le succès de l'encadrement des mineurs, en première ligne de la « bataille de la production », présentée comme un prolongement patriotique et ouvrier de la Résistance.

La SFIO nordiste, quant à elle, traversa des semaines difficiles au lendemain de la Libération : certes, l'habileté manœuvrière d'A. Laurent lui avait permis de conserver la direction du CDL du Nord et l'UD était restée aux mains des très prudents confédérés, menés par Eugène Guilloton, qui avaient réussi à traverser la guerre sans trop se compromettre ; en outre, les socialistes étaient parvenus à éviter le pire à Lille lors de la succession du « socialo-pétainiste » Paul Dehove et à Roubaix où Victor Provo, nommé par Vichy en 1942 avait pu se maintenir. En revanche, la situation était catastrophique dans le bassin minier, dans l'ensemble du département du Pas-de-Calais où les communistes avaient pris la tête des appareils syndicaux et de nombre de mairies appartenant à la SFIO depuis plusieurs décennies. Guy Mollet, désormais aux commandes, devait reconstruire au plus vite une structure partisane qui avait implosé depuis 1940. Mais, plus fondamentalement, il fallait tenter de redonner à la « vieille maison » le prestige qu'elle avait perdu au sein de la classe ouvrière, surtout chez les plus jeunes : or, il était nécessaire, dans le département du Pas-de-Calais, de reconstituer totalement une équipe fédérale, la « vieille garde » ayant sombré pendant l'Occupation. On comprend dès lors pourquoi l'épuration interne de la SFIO se révéla féroce lors des congrès fédéraux de décembre 1944 : furent exclus la grande majorité des notables restés en fonction pendant l'Occupation – à l'exception de ceux qui avaient pu donner des gages de résistance

comme V. Provo ou Ernest Couteaux – et même un certain nombre de militants « attentistes » (ainsi Bernard Chochoy dans le Pas-de-Calais). En outre, les directions s'employèrent rapidement à délimiter leur terrain de chasse idéologique alors que deux solutions de fusion leur étaient simultanément proposées : l'une à droite, par le MRP, au nom d'un credo travailliste assorti d'anticommunisme discret ; l'autre à gauche, par le PCF, qui faisait campagne – vieux souvenir de l'entre-deux-guerres – pour l'unité organique. Or, jamais ces propositions ne reçurent le moindre accord de la part des dirigeants socialistes nordistes, même si leur presse s'efforça de dresser des écrans de fumée. Bien au contraire, la SFIO s'empessa de relancer la lutte contre les communistes au sein du mouvement syndical et réactiva les thèmes anticléricaux et laïques pour marquer sa frontière idéologique avec le MRP. C'est donc en toute logique que les socialistes refusèrent, à l'occasion des municipales de 1945, de faire listes communes aussi bien avec le PCF qu'avec les démocrates-chrétiens, si l'on excepte quelques alliances ponctuelles avec ces derniers dans la métropole lilloise.

Les militants du RIC – bientôt transformé en MRP nordiste – continuèrent de faire preuve, au lendemain de la Libération, d'un très grand dynamisme. L'émergence de cette formation neuve, très à gauche – on peut parler d'un véritable rêve travailliste dans les colonnes de *Nord-Éclair* en 1944 et 1945 – faisait l'effet d'un coup de pied dans la fourmilière du catholicisme régional. Il convient tout d'abord de préciser que le MRP ne s'appuyait pas sur les mêmes piliers dans les deux départements : dans le Pas-de-Calais, sa force résidait dans une CFTC résistante et courageuse, notamment chez les mineurs ; dans le Nord, le MRP était beaucoup plus politique, les dirigeants CFTC emmenés par Charlemagne Broutin ayant été un temps tenté par le chartisme et la « neutralité ». Malgré ces fortes nuances, l'orientation du MRP régional inquiétait les milieux conservateurs catholiques et l'ensemble de la droite. L'épiscopat, échaudé par son engagement en faveur du Maréchal – Mgr Dutoit avait été placé en détention – se cantonna pendant près de deux ans dans une prudente réserve en matière de prise de positions politiques et se garda bien, officiellement, de se prononcer contre le RIC-MRP : le cardinal Liénart préférait laisser le temps faire son œuvre et misait sur un apaisement à long terme. En revanche, dès septembre 1944, le RIC-MRP fit l'objet d'une campagne souterraine lancée par les milieux patronaux les plus ultras du catholicisme nordiste dont le vecteur était la puissante Association des Parents d'Élèves de l'Enseignement libre (APEL) qui s'attaqua par une série de lettres et de circulaires à la laïcité du mouvement démocrate-chrétien, à son progressisme, l'accusant de faire le lit du Front populaire, contre le catholicisme « véritable ». Une telle campagne contribua à rendre très difficile l'ancrage local d'un mouvement qui implantait ses structures *ex nihilo*.

De septembre 1944 à la fin 1945, le Nord-Pas-de-Calais entra dans une période de turbulences, d'incertitudes, de déchirements sociaux et mentaux qui allaient rapidement mettre en cause les stratégies et les rapports de forces établis au lendemain de la Libération, le tout sur fond de difficultés alimentaires et de frustration multiples.

La fin des illusions

Le processus de nationalisation des houillères, décidé et négocié en haut-lieu, fut immédiatement perçu dans le Nord-Pas-de-Calais comme une décision technocratique et « parisienne ». Un « Groupement des exploitations minières du Nord et du Pas-de-Calais » avait été créé le 27 septembre 1944 ; les administrateurs provisoires, nommés le 11 octobre étaient presque tous d'anciens chefs d'exploitation des compagnies. L'ordonnance du 13 décembre 1944 qui fondait les « Houillères nationales du Nord-Pas-de-Calais » n'instaurait qu'un régime provisoire : il y avait certes dépossession des anciens propriétaires, mais la décision d'indemniser les actionnaires se trouvait clairement affirmée. Le débat sur la forme de la nationalisation dura près de deux ans avant d'aboutir à la loi de mai 1946, entretenant la désillusion des mineurs qui avaient rêvé d'une nationalisation-châtiment, d'une nationalisation libératrice, conforme au mythe de la « mine au mineurs ». L'annonce, synchroniquement à l'ordonnance de décembre 1944, du maintien de la quasi-totalité de l'encadrement – honni par son rôle de garde-chiourme pendant l'occupation – vint renforcer la colère populaire déjà alimentée par l'extrême timidité de la répression judiciaire et par les difficultés croissantes du ravitaillement, les rations tombants alors sous les plus bas niveaux enregistrés pendant l'Occupation. Ainsi le PCF, partenaire privilégié de l'État au sein des Houillères à travers la CGT, se trouvait-il face à une double tâche : assurer la relance rapide de la production charbonnière, enrayer le malaise social qui renaissait dans le bassin de la Sambre et dans le bassin minier après la brève embellie de septembre. Les ouvriers de ces régions, unis par de profondes solidarités liées au caractère fermé de leur condition, avaient accumulé d'extraordinaires réserves d'espoir et de haine. Les Allemands partis, les tendances insurrectionnelles s'étaient tout naturellement muées en volonté de vengeance contre les ingénieurs et les « porions », contre les profiteurs du marché noir ; il y eut même, en septembre 1944, dans certains puits du Pas-de-Calais, la revendication de pouvoir élire, sur le champ, les contremaîtres des mines...

Or, les militants communistes devaient non seulement s'efforcer de calmer la colère de leur base – ils ne purent toutefois empêcher la « bavure » de Maubeuge en octobre 1944 – et de tempérer la déception née du caractère ambigu de la nationalisation, mais ils étaient aussi contraints de pousser les mineurs au travail, en appliquant des méthodes productivistes qu'ils n'avaient cessé de dénoncer pendant l'entre-deux-guerres et l'Occupation. En effet, dès janvier 1945, il fallut justifier l'entrée en vigueur du salaire aux pièces, vieille bête noire des communautés minières, alors que son interdiction figurait encore, le 21 septembre 1944, au premier rang des revendications du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais (*Liberté*, 22 septembre). Plus largement, les délégués mineurs, les cadres du syndicat et du parti devaient se faire les promoteurs des méthodes d'organisation scientifique du travail, les démarcheurs des procédés mécaniques d'abattage... En outre, les militants se transformèrent bientôt en dénonciateurs, pourchassant les « mauvais ouvriers » tel ce délégué mineur du secteur de Béthune qui, en février 1945, avait poussé ses camarades à ne pas descendre le dimanche en

raison de l'insuffisance du ravitaillement : il fut traité de « saboteur » et de « mauvais Français » par la direction du syndicat qui n'hésita pas à exiger son renvoi.

En fait, le PCF et la CGT durent mettre en œuvre, dans le bassin minier, une sorte de pédagogie de l'effort et de la modernité avec le soutien de l'État et des grands moyens d'information : quotidiens parisiens, radio, actualités cinématographiques, sans oublier les cinéastes « engagés », compagnons de route du Parti. Cette pédagogie reposait à la fois sur la diffusion d'une image valorisante du mineur, « héros de travail » – avec de nombreux emprunts à la mythologie soviétique des années 1930 – et sur la transmission d'un modèle ouvrier « nouveau », responsable, partenaire de l'État employeur. Le stakhanovisme n'était pas loin et André Pierrard, dans une série d'articles parus dans *Liberté* du 18 au 21 juillet 1945 jugeait légitime « *de s'inspirer des résultats d'un pays ami, l'Union Soviétique, où le Stakhanoviste est chéri à l'égal du héros des champs de bataille* ». Or, malgré l'intensité de la propagande (affiches, réunions, voyages répétés de Thorez et Lecœur dans le bassin), malgré le relai des « médias » parisiens qui reprenaient sans vergogne les slogans du Parti (« *rien de grand, ni de durable sans les mineurs* », « *travailler d'abord, revendiquer ensuite* »), le message passait mal et le leader cégétiste des mineurs Léon Delfosse avouait lui-même, dans *La Tribune* (27 janvier 1945) : « *La position qu'a prise le syndicat de travailler et de revendiquer ensuite semble être mal interprétée par une partie de la classe ouvrière.* » De fait, de nombreux mineurs retrouvaient le réflexe de la réduction calculée de l'effort de travail : l'absentéisme s'éleva brutalement à 20,4% dans le Pas-de-Calais en 1945 (contre 8% en 1938) alors que les médecins constataient la multiplication des petites blessures volontaires et des plaies entretenues. Mais, surtout, le mécontentement s'exprimait par la grève. Ponctuel jusqu'en décembre 1944 – et le plus souvent lié à la volonté de faire chasser un porion ou un ingénieur « collabo » – le phénomène s'amplifia brutalement en janvier 1945 lors de l'entrée en vigueur de la rémunération individuelle au rendement. Devant la colère des mineurs, Delfosse tenta d'assimiler le nouveau système à une nécessité militaire : « *La prime à la tonne est [...] une iniquité, nous le savons, nous luttons contre cela. Mais, malgré tout, il faut que le charbon sorte de nos puits pour finir la guerre.* » (*La Tribune*, 3 février 1945) Rien n'y fit. Les grèves de puits se multiplièrent, à l'initiative de la base, mais aussi, parfois, de délégués-mineurs restés proches des idéaux de la période résistante. Fondamentalement, ces mouvements se plaçaient dans la longue tradition des « grèves de jeunes » – spontanées, courtes, agressives – que le « vieux syndicat » réformiste avait sans cesse combattu, sans succès, depuis la fin du XIXe siècle. Or, les communistes qui avaient si bien su utiliser ces mouvements dans les années 1930 pour établir leur influence dans la masse ouvrière se trouvaient désormais dans l'obligation de jouer aux pompiers et de réfréner les ardeurs de la base. *La Tribune* prenait un ton paternaliste et courroucé : « *Partout des délégués viennent au siège réclamer plus de savon. On s'en occupe, mais de jeunes indisciplinés font grève pour cela à Drocourt. Jeunes, réfléchissez !* » (24 avril 1945). Dans son fameux discours de Waziers (21 juillet 1945), Thorez lui-même dénonçait les jeunes, les galibots, qui ne pensaient qu'à aller au bal et les sermonnait : « *Je dis aux jeunes : il faut avoir le goût de son ouvrage, parce qu'il faut trouver dans son travail la condition de sa propre élévation et de l'élévation générale : les paresseux ne seront jamais de*

bons communistes, de bons révolutionnaires, jamais, jamais [...]. Je le dis en toute responsabilité, il est impossible d'approuver la moindre grève. »

Certes, le Parti remporta de brillants succès lors des municipales d'avril 1945, et, symbole des symboles, Lecœur fut élu maire de Lens, temple du réformisme minier. Mais ce résultat était davantage fondé sur le capital engrangé pendant la Résistance que sur les résultats de la politique du PCF depuis la Libération... Cette situation n'échappait pas à nombre de responsables régionaux : ils ne pouvaient que constater le mécontentement foncier de la base qui s'exprimait surtout au sein de la CGT où la direction communiste devait tenir compte des critiques de la minorité socialiste, des attaques de la CFTC, mais aussi de la colère de certains de ses propres leaders. Le débat prit rapidement un tour personnalisé, entre Nestor Calonne, héros de la grève de 1941 et de la clandestinité, militant proche de la base, qui s'opposait à l'instauration des primes de rendement et L. Delfosse, « parachuté » à la tête du syndicat en 1944 pour appliquer sans broncher les consignes du Parti et qui n'avait, lui, guère d'états de service résistants à faire valoir... De même, beaucoup de militants n'admettaient pas l'intégration dans la CGT de nombreux ingénieurs et techniciens par le biais de l'Unitec qui avait permis une sorte d'amnistie pour leur attitude sous l'Occupation. Les tensions culminèrent lors de la grève qui embrasa le Pas-de-Calais en septembre 1945. Alors que la presse communiste s'en prenait aux « comploteurs » et autres « saboteurs », n'hésitant pas à diffuser de nouvelles « listes noires », la base se rebiffait : le comble fut atteint le 17 lorsque les mineurs refusèrent que ce soit Lecœur – pourtant maire de Lens et président en titre du syndicat – qui aille porter leurs revendications à la direction des houillères ; ils lui préférèrent Paul Sion, ancien maire et ex-député socialiste de Lens, dont l'attitude pour le moins prudente pendant l'Occupation, avait suscité la colère ouvrière à la Libération !

Même si le calme social revint à la fin de l'année 1945, on pouvait émettre des doutes quant au degré d'autorité réelle de la direction communiste du syndicat des mineurs sur ses troupes, d'autant que commençait à s'élever une critique antibureaucratique. Celle-ci, traditionnelle dans la communauté minière, s'exerçait désormais contre le PCF qui monopolisait les postes de commande – gonflés par la nationalisation – à la place des socialistes. Elle se nourrissait d'un profond sentiment de frustration : l'image radieuse d'une libération patriotique et révolutionnaire avait disparu au profit du gris de la déception et de l'impression d'un retour en arrière, de l'inutilité des souffrances et des sacrifices endurés, au moment où l'on établissait la liste des morts dans les camps et où revenaient quelques survivants, véritables épaves humaines.

Les contradictions internes dont souffrait la CGT nordiste se retrouvaient également dans les directions régionales du Parti. Dans le Pas-de-Calais, c'était l'une des pièces maîtresses de l'appareil clandestin qui avait pris les commandes : Auguste Lecœur. Or, celui-ci s'empressa d'éliminer nombre de responsables qui avaient fait leurs preuves pendant la Résistance, pour les remplacer par des militants d'avant-guerre, notamment des élus incarcérés par Vichy. En dehors de Lecœur lui-même, la délégation du Pas-de-Calais au congrès national de juin 1945 ne comprenait aucun Résistant de marque. La même évolution s'accomplissait dans le Nord, avec le retour d'Arthur Ramette, après son séjour en URSS aux côtés de Thorez. En outre, des

tensions entre les deux directions régionales n'allaient pas tarder à éclater et, dans une certaine mesure, le discours de Thorez à Waziers – qui ne l'oublions pas s'adressait à des cadres locaux du Parti et à des délégués syndicaux – constitua un avertissement à Lecœur, jugé trop proche des pulsions de la base et, indirectement, un satisfecit donné à la direction du Nord qui appliquait les consignes sans états d'âme. À un échelon inférieur, des oppositions étaient aussi perceptibles entre les vieux militant bolchévisés, disciplinés, et les plus jeunes souvent issus des FTP, prêts à l'action illégale pour durcir l'épuration. La presse communiste et les préfetures commençaient à s'inquiéter d'éventuelles dérives « anarchisantes ». Enfin, la fraternité d'armes du FN se désagrégeait rapidement sous l'effet des reclassements provoqués par les élections municipales mais aussi en raison de l'étouffement sous le poids de l'appareil du Parti. Aussi la puissance majestueuse et tumultueuse du Parti à la Libération n'était-elle plus qu'une apparence. Des lézardes internes existaient déjà, alors que la SFIO elle, tel le phénix, renaissait de ses cendres.

Les municipales de 1945 furent un échec pour les socialistes dans les régions ouvrières, mais ce recul fut compensé par une forte pénétration dans les campagnes et les petites villes tertiaires où la SFIO s'appropriait les dépouilles du radicalisme. En outre, le travail de reconstitution avait été rondement mené et le parti avait retrouvé son mode de fonctionnement de l'avant-guerre. Très vite, dans la presse, « 36 » était redevenue la référence essentielle, au détriment de l'attitude pendant l'Occupation. Les comités fédéraux virent entrer, en 1945, de nouveaux notables issus des milieux ruraux et des classes moyennes, de profil radical-socialiste, qui remplaçaient les vieux caciques ouvriers. À l'occasion des multiples consultations électorales qui se succédèrent jusqu'en 1947, on vit revenir des responsables exclus en 1944, discrètement réintégrés. La « vieille maison » était désormais ouverte à un électorat sociologiquement recentré, où les classes moyennes et la petite paysannerie dominaient numériquement la classe ouvrière. Les socialistes nordistes avaient su intelligemment prendre en compte les intérêts des prisonniers à leur retour de captivité : il est significatif que les deux Associations départementales de Prisonniers qui se substituèrent aux comités d'entraide en fonction sous l'Occupation, se trouvèrent rapidement contrôlées par la SFIO. Au moment où le PCF continuait de développer une propagande qui valorisait les seuls résistants, les socialistes se faisaient entendre auprès d'une importante catégorie de citoyens qui se sentaient exclus et dévalorisés à leur retour de captivité. Il s'agit vraisemblablement de l'une des clés essentielles de la rapide remontée électorale des socialistes nordistes entre 1945 et 1947. Cependant, celle-ci s'effectua selon une tactique différente entre les deux fédérations départementales. Dans le Nord, A. Laurent et son équipe pouvaient tabler sur un électorat sociologiquement diversifié : ils disposaient donc d'une solution de rechange au discours ouvriériste. En revanche, dans le Pas-de-Calais, Guy Mollet se trouvait en concurrence directe avec le PCF pour le contrôle de la seule classe ouvrière. De cette situation difficile allait naître le « molletisme » : une phraséologie marxiste, une pratique à peine réformatrice. Très vite, dans le bassin minier, les militants socialistes, désormais minoritaires dans les syndicats, surent capter et utiliser une partie de la déception ouvrière et la diriger vers les communistes. La presse socialiste (*Nord-Matin*, *L'Espoir*) s'en donna à cœur joie pour dénoncer la folie

productiviste du PCF, le travail au rendement, l'élargissement de l'éventail des salaires, le stakhanovisme ; elle encouragea les grèves pour l'amélioration du ravitaillement, prenant la défense des délégués-mineurs mise en cause par la CGT. Les socialistes commencèrent à enregistrer les premiers résultats de leur travail de sape lors des élections à la Sécurité sociale minière de 1946, les candidats de la minorité gagnant du terrain et menaçant, notamment à l'Ouest du bassin du Pas-de-Calais, les positions conquises par le PCF à la Libération.

Alors que la conversion aux réalités semble s'être effectuée sans trop d'états d'âme dans les instances dirigeantes régionales de la SFIO, les déchirements personnels furent beaucoup plus douloureux au sein du MRP nordiste. L'espoir d'un ancrage profond à gauche, grâce à la solution travailliste, fut bien vite abandonné en raison de l'ostracisme des socialistes qui s'étaient empressés de sortir un cheval de bataille efficace dans la classe ouvrière nordiste, l'anticléricalisme, avec un point fort : la question scolaire. La décision, tardive et longtemps différée, du MRP nordiste de s'engager dans la campagne en faveur de l'école libre qui suivit la publication dans *L'Humanité* des articles de Roger Garaudy sur l'attitude des catholiques sous l'occupation, constitua un point de non-retour. Au refus socialiste s'étaient additionnées les réticences des syndicalistes de la CFTC qui n'avaient pas oublié les attitudes d'exclusion des conférés dans l'avant-guerre.

Très vite, le premier MRP nordiste dut faire face à une campagne en règle des milieux catholiques conservateurs, disposant bientôt de l'appui discret de *La Voix du Nord*, pour déstabiliser et réorienter la jeune formation démocrate-chrétienne. L'épiscopat, lui, se cantonna dans une stricte neutralité ; le cardinal Liénart, qui conservait dans la classe ouvrière une sympathie non-négligeable en raison de ses prises de position à la mort de Salengro et lors de la mise en œuvre du STO, s'efforça dans un premier temps d'appeler à l'unité nationale, à l'arrêt de l'épuration en invoquant la nécessité du pardon chrétien. Mais il se garda bien d'apporter son soutien officiel au MRP d'autant plus que celui-ci refusait de se présenter comme un parti clérical : ainsi, tacitement, s'établissait une ligne de partage entre l'engagement civique et l'engagement apostolique.

Les municipales de 1945 constituèrent, pour le MRP nordiste, l'heure de vérité, celle des désillusions. Bloqués sur leur gauche par une SFIO arc-boutée sur son anticléricalisme, les démocrates-chrétiens firent le plein de l'électorat conservateur soucieux de voter pour le parti le moins à gauche. On imagine aisément le malaise que dut ressentir un homme comme l'abbé Lorent, ancien membre dirigeant du FN du Pas-de-Calais, lorsqu'il fut élu maire de Sains-en-Gobelle sur son prestige, mais aussi grâce aux voix des (URD) Union Républicaine Démocratique et des PSF (Parti Social Français) d'avant 1940. Déjà, dans les campagnes, le MRP avait pris un caractère de parti paysan, conservateur. Commença alors une dérive droitiste, accompagnée par Maurice Schuman, au fur et à mesure que le MRP devait accepter de nouveaux cadres, venus des milieux ruraux flamands ou des cercles patronaux catholiques, alors que de nombreux jeunes responsables issus des mouvements de jeunesse (JOC, ACJF) préféraient le quitter. Insidieusement, on assista à une édulcoration progressive du programme du MRP nordiste, où toute trace de rénovation en profondeur des structures économiques et sociales du pays finit par disparaître. La droitisation devint plus nette encore avec l'émergence

rapide d'un nouveau parti concurrent, le Rassemblement du Peuple Français (RPF), qui chassait sur les mêmes terres, gaullistes et chrétiennes.

L'année 1947 fut, dans le Nord-Pas-De-Calais comme dans le reste de la France, celle de l'enterrement des rêves et des espoirs nés de la Résistance et de la Libération. Mais ici, plus qu'ailleurs, les enjeux de pouvoirs furent fondamentalement politiques. Les deux partis en position de conquête en 1944 se retrouvèrent bien vite sur la défensive. Bien qu'il ait été entraîné dans la spirale du modérantisme, le MRP nordiste ne parvint pas à contrer la montée du RPF de Léon Delbecq qui ponctionna l'essentiel des énergies gaullistes de la région autour du thème de l'ordre. À gauche, le MRP ne parvint jamais à un accord électoral global avec les socialistes et dut donc se contenter d'ententes au coup par coup, au niveau municipal (ainsi à Roubaix ou à Arras) qui permirent le fonctionnement d'alliances de type « 3^e force » jusqu'aux années 1970. On était bien loin des rêves d'un christianisme social et novateur. Normalisé, le MRP nordiste se trouva bientôt intégré dans un mouvement chrétien démocrate frileux : l'Ouest avait dompté le Nord.

Le même phénomène de désillusion, de retour à l'isolement, caractérisa le PCF dans le Nord-Pas-de-Calais. Le parti conquérant de 1944 se trouva sur la défensive, bien avant la rupture de 1947. La loi de nationalisation des mines de 1946 lui fit perdre définitivement la bataille institutionnelle des investitures pour le contrôle de la pièce maîtresse que constituaient les Houillères. Les municipales de 1947 furent un désastre : le Parti dut abandonner l'essentiel de ses gains de 1945 et en particulier les grandes municipalités ouvrières, comme Lens, revenues au bercail socialiste. En outre, la scission de l'UD Nord constitua un véritable succès pour FO. Le PCF se replia donc sur ses bastions ouvriers : le Douaisis, le Valenciennois, la Sambre, Avion, Calais. L'éviction du pouvoir national, le contexte de guerre froide allaient permettre un enterrement mouvementé des espoirs nés de la Libération : le Parti cessa de peser sur le couvercle de la marmite ou bouillait le mécontentement social des mineurs. Aussitôt, ce fut l'explosion qui donna naissance aux terribles grèves de 1947 et 1948. De plus, cette situation de repli exacerbait les tensions internes : le PCF nordiste connut alors dix années de purges dont furent victimes, comme partout ailleurs, des dirigeants issus de la Résistance : Pannequin, Camphin, Lecœur... Enfermé dans le ghetto géographique et sociologique des mines, le PCF nordiste bénéficia cependant pendant plusieurs années, d'une sorte de rente matérielle née de la participation à la gestion des Houillères et de leurs satellites. Mais cette rente était indexée sur la santé économique des Charbonnages et dépendait donc de décisions stratégiques prises au niveau gouvernemental. À terme se profilait l'hypothèse de l'encadrement d'une récession minière, économique et sociale.

Aussi, paradoxalement, c'est la SFIO qui, en 1947, avait repris, selon la formule de F.-L. Closon « *ses anciens vêtements et son ancienne influence* ». Ayant retrouvé ses assises municipales et associatives, la SFIO nordiste allait peser de tout son poids sur l'orientation même du socialisme, au niveau national. Il est significatif qu'elle le fit selon des tactiques différentes entre le Nord – où régnait Augustin Laurent, le « pape du socialisme » régional – et le Pas-de-Calais où Guy Mollet avait rebâti la « vieille maison » de façon aussi rapide que

biscornue. La SFIO s'était, contrairement à ses rivaux, volontairement débarrassée de ses rêves de renouveau au lendemain de la Libération : le pragmatisme et la gestion des réalités l'avaient emporté.

Ainsi, pour nombre d'hommes et de femmes du Nord-Pas-de-Calais qui avaient beaucoup espéré en des temps difficiles, la guerre et le Libération prirent l'aspect d'un mauvais rêve. Il n'y avait eu aucun renouvellement politique dans la région. Ce furent donc des forces recroquevillées sur leurs bastides et leurs convictions anciennes qui allaient devoir accompagner, à partir de 1955, le grand effondrement des industries « victoriennes » et encadrer une nouvelle crise sociale, à contre-courant des « Trente Glorieuses ».